



### Décision n° 2018-382

autorisant une activité de prises de vues  
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales  
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n° 2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2018-754 du 29 août 2018, approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment ses articles 4, 6 et 7,

VU l'arrêté n°2018-07 du 1<sup>er</sup> juin 2018 réglementant la pratique du bivouac dans le cœur du parc national,

VU la demande présentée le 07 septembre 2018 par Monsieur GASTAUD Emmanuel, adjoint au service Sensibilisation et Valorisation du Territoire de l'Établissement public du parc national, pour le compte de Monsieur MUNIER Vincent,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques » liés au territoire du Mercantour et « 2° participation aux missions de l'établissement public du parc »,

Décide :

#### Article 1 :

Monsieur MUNIER François, photographe professionnel et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales, dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Cette activité est destinée à réaliser des photographies de faune sauvage et de paysages dans le cadre d'un reportage qui sera publié dans le magazine TERRE SAUVAGE « édition spéciale 40 ans du Mercantour ».

## Article 2 :

Cette autorisation est accordée du 1<sup>er</sup> octobre au 30 novembre 2018 sur l'ensemble du cœur du Parc national du Mercantour hors zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

## Article 3 : précision particulière liée à la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

Pour les besoins exclusifs des prises de vues et en application à la réglementation n° 2013-09, le bénéficiaire est autorisé à circuler à pieds en-dehors des itinéraires ouverts à la circulation du public à condition d'être accompagné par un accompagnateur bénéficiant de l'agrément « Merveilles ».

## Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

4.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

4.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

4.3. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

## Article 5 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol d'un aéronef motorisé en-dessous de 1000 mètres du sol au-dessus du cœur de Parc national, y compris d'un aéronef télé-piloté sans personne à bord (drone).

## Article 6 :

6.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur ces photographies, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

6.2. Dans un délai d'un mois à compter de la parution du numéro spécial de Terre Sauvage, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie haute définition d'une sélection d'au moins 5 clichés réalisés dans le cœur du Parc national.

6.3. Les copies de ces documents seront libres de droit d'utilisation dans le cadre exclusif des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du Parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), hors utilisation sur les réseaux virtuels et sous réserve de la mention obligatoire «© Vincent MUNIER 2018 ».

Toute utilisation commerciale fera l'objet d'une convention financière entre le bénéficiaire et l'Établissement public.

6.4. En cas de cession des images réalisées dans le cadre de la présente, leur utilisation à des fins publicitaires est interdite sauf autorisation dérogatoire préalable délivrée par le directeur de l'Établissement public du Parc national, au profit de la personne bénéficiaire de cette cession.

#### Article 7 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du tournage.

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises au titre de cette réglementation ou auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

#### Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

#### Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

#### Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 24 septembre 2018



Le Directeur du  
Parc national du Mercantour

CHRISTOPHE VIRET